

# Tableau de bord

(2<sup>e</sup> partie et fin)

Par Ammar Belhimer<sup>(\*)</sup>

**II. Dans la noosphère à laquelle se rattachent les activités immatérielles, la lame de fond obéit à trois fondamentaux : un bloc de freinage (une transition inachevée, des échéances sans cesse reportées, un statu quo permanent synonyme de régression), une régulation par la violence, un Etat de non-droit (déficit démocratique et insécurité juridique).**

**1. Un bloc de freinage : une transition inachevée, des échéances sans cesse reportées, un statu quo permanent synonyme de régression.**

Le contrat anticolonial a abouti à une indépendance formelle. De là à recouvrir une dimension de projet national, il lui reste toute une maturation inachevée, à parcourir tout un chemin semé d'embûches que tous les artisans du mouvement national sont unanimes à

**Aux sources de la véritable tragédie nationale se trouve un facteur insoupçonné : le mépris du droit, le déni du droit, l'arbitraire. Le pouvoir algérien légifère par ordonnance (synonyme de centralisation du pouvoir) et gouverne par la circulaire (signe de son extrême bureaucratisation). Sa hiérarchie des normes est réduite à ces deux seuls paliers.**

souligner (en termes de confiscation, de détournement, de dévoiement). Il reste à construire un cadre pérenne et négocié d'expression de la nation souveraine que deux facteurs objectifs, indissociables, concourent à différer sans cesse :

**a. Les intérêts étrangers**

L'extraversion économique, la corruption, les fuites de capitaux et de cerveaux (200 000 Algériens de rang doctoral ont fui le pays, ce qui représente une perte de 400 milliards de dollars pour la collectivité), la fraude fiscale (l'économie informelle est évaluée à 40% du produit intérieur brut) sont la manifestation de cette incapacité à doter la nation de moyens économiques de production et de reproduction durables. Pendant ce temps, la gestion des ports (qataris) et des aéroports (ADP, JC Decaux), la distribution de l'eau (le français Suez Environnement, à qui avait été confiée en 2006 pour six ans la gestion de cette ressource à Alger) sont données aux étrangers.

L'accumulation organique du capital s'opère au détriment de la communauté nationale et obéit à des centres d'intérêt issus pour la plupart de l'ancienne puissance coloniale.

**b. Le mode d'alternance. Une alternance de janissaires** est étroitement associée à la matrice économique. Une alternance que recoupe l'usage médiatique répété des expressions de «conclave», de «cabinet noir», de décideurs, en somme d'hommes de l'ombre qui arbitrent de façon discrétionnaire.

Elle témoigne plus intimement de l'absence de pouvoir national, aux lieu et place de coteries associées, pour l'essentiel, à des intérêts étrangers. Un chef d'Etat démis (coup d'Etat de 1965), deux présidents de la République contraints à la démission en 1992 (Chadli Bendjedid) et en 1999 (Zéroual), un chef de l'Etat assassiné (Boudiaf) – l'accès aux charges supérieures de l'Etat n'a été qu'une suite de complots et de manigances hors de toute volonté populaire et de toute sanction électorale intègre et transparente.

Globalement, l'autoritarisme policier se nourrit à la mamelle de la prédation rentière ; il est antinational et reste antinomique avec toute construction étatique et institutionnelle souveraine et démocratique.

On évitera volontiers l'expression de dictature militaire parce qu'elle nous semble

impropre en raison de l'éviction de l'état-major général (EMG) de la sphère de décision réelle depuis la démission de Chadli Bendjedid (son dernier candidat, Boumédiène ayant été son dernier chef).

Qu'on l'appelle «contrat social» ou constituante, la construction d'un Etat et d'un pouvoir national demeure la revendication la plus manifeste du moment.

**2. Une régulation par la violence**

On réalise avec plus d'acuité cette nécessité lorsqu'on analyse les modes de régulation sociale, de médiation, d'arbitrage des intérêts et d'alternance au pouvoir.

Qu'aucune «Constitution» n'ait survécu à son rédacteur est le signe manifeste que les colmatages de façade ne peuvent occulter cette nécessité. La théâtralisation de la scène politique participe de la même logique de tromperie, avec un pluralisme politique, syndical et associatif de laboratoire, une presse muselée et, plus généralement, des libertés et des droits humains en souffrance.

Les libertés sont indissociables et il ne

saurait y avoir de presse libre sans le plein exercice de toutes les autres libertés.

Au monopole de la violence exercé dans le cadre de la loi, caractéristique de l'Etat nation moderne, succède épisodiquement, pour des périodes plus ou moins longues, une diffusion massive des armes, au sens physique de moyens de destruction et de liquidation et d'exclusion d'autrui.

Cette violence est, par ailleurs :

- diffuse dans la société (violence conjugale, harcèlement sexuel, délinquance, incivisme – insultes, grossièretés –, manque d'hygiène et agression de l'environnement, trafic de stupéfiants) ;

- et étroitement associée au fonctionnement des institutions (tortures, conditions inhumaines de détention, abus de détention préventive, allégeance de la justice au pouvoir exécutif et aux sphères militaires et policières). L'indice mondial de la paix (Global Peace Index), élaboré par l'Institute for Economics and Peace, permet de l'établir empiriquement<sup>(\*)</sup>.

L'indice global de paix est mesuré (de 1 à 5) sur la base de trois paramètres :

- L'existence de conflit organisé intérieur ou extérieur en cours (intensité, nombre et durée de ces conflits, nombre de décès qu'ils ont occasionnés) – **l'indice est de 2 pour l'Algérie (le minimum est 1 pour le Botswana et le maximum de 3,38 pour le Pakistan) ;**

- **La sécurité et la sécurité sociétale** (niveau de criminalité perçu dans la société, nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur en un pourcentage de la population, instabilité politique, échelle de terreur politique, impact du terrorisme, nombre d'homicides pour 100 000 habitants, niveau de crimes violents, probabilité de manifestations violentes ; nombre de personnes incarcérées pour 100 000 habitants, nombre d'agents de sécurité internes et de la police pour 100 000 habitants) – **l'indice est de 2,51 (le minimum est de 1,20 pour le Japon et le maximum 4,40 pour l'Irak) ;**

- La militarisation (les dépenses militaires en pourcentage du PIB, le nombre de personnels des armées pour 100 000 habitants, la facilité d'accès aux armes légères et de petit calibre, etc) – **l'indice est de 1,56 (le mini-**

**mum est 1 pour le Kosovo et le maximum 3,29 pour la Corée du Nord).**

La prévalence de la violence a un coût.

Quinze ans après les mesures de réconciliation, voici ce que livrent les dernières statistiques :

L'indice agrégé du coût de confinement de la violence place l'Algérie au 48<sup>e</sup> rang sur 162 pays, c'est-à-dire parmi les sociétés les plus violentes :

- Coût total (en millions de dollars 2013) : 45,642 dollars.

- Coût par personne (en dollars 2014) : 1,164 dollars.

- 8% PIB.

A titre d'exemple, le haut du tableau est occupé par la Syrie, l'Afghanistan et l'Irak ; le bas par la Hongrie, le Mozambique et l'Islande.

Inscrite dans le schéma évolutionniste fort connu, celui du sociologue et futurologue américain Alvin Toffler<sup>(\*)</sup>, la société algérienne serait à mi-chemin de la domination par la force (stade initial) et l'argent (stade intermédiaire), alors que le stade ultime, celui des sociétés post-industrielles, obéit au règne de l'information. Comme quoi, la condition de tout progrès passe par l'adhésion de sujets informés et conscients, par opposition à l'acquiescement, à l'ignorance ou à la lassitude qui résultent des constructions autoritaires.

**1. La quête d'un Etat de droit**

Une vraie démocratie, celle qui combine la loi de la majorité et les droits des minorités, nécessite deux types d'institutions : de représentation et de contraintes.

«Premièrement, les institutions de représentation, comme les partis politiques, les Parlements, et les systèmes électoraux, sont nécessaires pour connaître les préférences populaires et les transformer en une action politique.» Les élections doivent, toutefois, consacrer la primauté du droit, faute de quoi c'est «la tyrannie de la majorité».

«Deuxièmement, la démocratie exige que les institutions de contrainte (of restraint), comme un pouvoir judiciaire indépendant et des médias libres, veillent au respect des droits fondamentaux, comme la liberté d'expression, pour empêcher les gouvernements d'abuser de leur pouvoir.» Dans les pays en développement, ce sont les institutions de

**Le marché peut se passer de la démocratie, mais la démocratie a besoin du marché dont le principal levier reste l'entreprise privée et la liberté de commerce et d'industrie exercée dans le cadre d'une régulation qui préserve des positions de monopoles et de concentration. En Algérie, l'Etat se désengage par mimétisme, en important des kits juridiques et institutionnels «clés en main» — reproduction dans le détail des textes français**

contraintes qui enregistrent le plus de déficits : «Les gouvernements qui accèdent au pouvoir par les urnes deviennent souvent corrompus et avides de pouvoir. Ils reproduisent les pratiques des régimes élitistes qu'ils ont remplacés, censurant la presse et les libertés civiles et émasculant (ou détournant) le pouvoir judiciaire.»<sup>(\*)</sup>

La gestion patrimoniale de l'Etat ne favorise pas l'émergence d'un corpus juridique démocratique intangible et stable, fondateur d'un Etat de droit.

**Déficit démocratique et insécurité juridique contrarient l'Etat de droit**

**a. Déficit démocratique**

The Economist Intelligence Unit's nous livre un indice de mesure de démocratisation, *Democracy Index*, qu'il met à jour annuellement dans un rapport spécial dont la dernière édition en date est publique depuis ce 5 janvier

2011<sup>(\*)</sup>. L'Algérie y est classée à la 125<sup>e</sup> place sur un total de 167 pays, figurant ainsi parmi les 35 Etats considérés comme «autoritaires». En 2010, l'indice de démocratisation, qui est de 3,44 sur 10, agrège 60 indicateurs réunis en cinq catégories interactives (notées de 0 à 10). L'Algérie enregistre les scores suivants :

**1. Processus électoral : 2,17/10**

Ce paramètre du modèle relatif au processus électoral et au pluralisme interroge une première batterie de critères qui indiquent que l'équité et la liberté de compétition pour les candidats et de choix pour les électeurs, du plus bas au plus haut des échelons du pouvoir, ne sont pas satisfaisantes. Il interroge aussi la libre formation et la transparence qui gouverne le financement des partis politiques, les mécanismes constitutionnels pour l'alternance et le transfert ordonné, clair et accepté du pouvoir d'un gouvernement à un autre, ainsi que l'ouverture de la Fonction publique (ouverte à tous les citoyens).

**2. Fonctionnement du gouvernement : 2,21/10**

Dans le fonctionnement du gouvernement sont, notamment, prises en compte les réalités suivantes qui font gravement défaut au regard de la note obtenue : seuls des représentants librement élus déterminent la politique du gouvernement, en l'absence de tout autre groupe de pression ; le législateur est l'organe politique suprême, avec une nette suprématie sur les autres instances du pouvoir ; il existe un système efficace de contrôles et de contrepouvoirs ; le gouvernement est libre de toute influence indue de la part de l'armée ou des services de sécurité ; le risque actuel d'un coup d'Etat militaire est extrêmement faible ; les puissances étrangères ne déterminent pas les fonctions gouvernementales ou politiques importantes ; l'autorité du pouvoir couvre l'intégralité du territoire du pays ; le gouvernement est ouvert et transparent, avec un accès suffisant à l'information publique ; la corruption n'est pas un problème majeur ; le peuple fait confiance au gouvernement et aux partis politiques.

**3. Participation politique : 2,78/10**

La participation politique couvre les droits des électeurs, des minorités ethniques, reli-

gieuses et autres, la présence des femmes au Parlement, l'adhésion des partis politiques et des organisations non gouvernementales, le droit de la population à prendre part à des manifestations licites, l'alphabétisation des adultes, l'intérêt de la population adulte pour la politique.

**4. Culture politique : 5,63/10**

La culture politique démocratique suppose l'existence, à un degré suffisant, du consensus social et de la cohésion nécessaires pour soutenir la stabilité et le fonctionnement démocratique, un bon équilibre démocratie/maintien de l'ordre, etc.

**5. Libertés civiles : 4,41/10**

L'exercice des libertés civiles est tributaire de l'existence d'un média électronique gratuit, de moyens d'impression libres, de liberté d'expression et de manifestation, de large couverture médiatique des débats sur des questions d'intérêt général, d'indépendance du pouvoir